

Réponse à la communication de la direction du 20/03/2019

Alors que la Fusion Informatique Bancaire et Organisationnelle n'est pas encore terminée, la direction interpelle l'ensemble des salariés sur l'insuffisance du Dialogue Social à la BPGO.

A aucun moment, la direction n'a souhaité trouver un consensus avec les organisations syndicales et la CFDT en particulier, pour faire évoluer **par le haut** le statut des salariés de Banque Populaire Grand Ouest.

Dès les premières réunions avec les représentants des salariés, elle a souhaité aligner **par le bas** l'ensemble des acquis sociaux.

En faisant porter l'effort financier sur les salariés, un climat social dégradé est créé, qui s'illustre, notamment, dans les résultats de l'enquête Diapason que la direction a communiqué aux membres du Comité de Direction.

Le mal-être général des salariés créé au sein de notre Banque discrédite votre action de mobilisation des équipes vers un objectif commun, celui de créer une banque forte sur son territoire, une culture commune partagée par l'ensemble des personnels qui font fonctionner la banque au quotidien dans un esprit de service client marqué.

La CFDT va continuer à promouvoir au sein de notre banque une volonté de construction d'un socle social digne d'un établissement bancaire de premier rang.

Pour négocier, il faut être deux. La CFDT constate et déplore, depuis plusieurs mois, un monologue patronal. Un vrai Dialogue social ne se limite pas à convier les élus à des réunions, encore faut-il les écouter, prendre réellement en considération leurs propositions, et avoir une réelle envie d'avancer **ensemble**.

L'organisation syndicale CFDT, responsable et soucieuse de la défense des intérêts de tous les salariés, ne se résout pas à la vision archaïque qui est proposée, basée sur le seul raisonnement comptable et financier. Le diktat du coefficient d'exploitation et de l'amélioration du ratio de solvabilité ne doit pas se faire sur le dos des salariés et de leurs conditions de travail.

Dans ce contexte, face à ce refus d'aboutir à des accords plus favorables aux salariés, la CFDT refuse de signer de tels accords, issus de simulacres de négociations.

Nous avons pourtant cru, un moment, en la volonté de la Direction d'établir un dialogue social constructif et de qualité. Compte tenu des pseudonégociations qui ont eu lieu depuis les dernières élections professionnelles, la CFDT réitère ce qu'elle a déjà formulé : nous ne serons pas un alibi dans la dégradation du climat social à la BPGO, nous en laissons la responsabilité à la Direction.



LES AVANTAGES SOCIAUX BPGO LA CFDT NON SIGNATAIRE D'ACCORDS UNE HARMONISATION CONTESTABLE

Depuis plus d'1 an et demi, les élus CFDT BPGO œuvrent pour tenter d'obtenir de la Direction Générale, une **harmonisation par le haut des avantages sociaux pour tous les salariés BPGO**.

La volonté de la Direction Générale, principalement guidée par des indicateurs financiers et comptables, se ressent dans le dialogue social interne dégradé. L'humain est une variable d'ajustement synonyme de coût pour la Direction.
Nous le refusons !

Fort de ces constats, la **CFDT** n'a pu que **refuser d'apposer sa signature sur les derniers projets d'accords** :

RESTAURANTS D'ENTREPRISE*

Polaris et Yris

- Subvention employeur harmonisée avec restant à charge salarié aléatoire en fonction du futur gestionnaire. **Irresponsable !**
- Contrat d'Elior prolongé pour faire baisser les prix des produits de Polaris au niveau de ceux d'Yris

Restauration
collective

CET

Compte Epargne Temps

- La prorogation des ex-contrats CET n'était pas acceptable.
- Le contrat CET ex-BPATL mieux disant s'applique à tous les salarié(e)s en cas de non signature d'un accord. **C'est ce choix que nous avons fait.**

CET

TEMPS DE DEPLACEMENT PRO

- Règles définies pour les temps de déplacements des salariés BPGO.
- Malgré des avancées obtenues au forceps, le projet de texte est incomplet. **Insatisfaisant !**

Loi Borloo

Zoom sur un
Avantage social

SUPPLEMENT FAMILIAL

**Subvention employeur
individuelle**

- Prestation historique réservée aux salariés parents ex-BPO non compensée et non étendue à tous les salariés BPGO comme demandé par la CFDT. **La perte de pouvoir d'achat est inacceptable !**

* Le Site d'Angers Nid de Pie sans solution de restauration acceptable depuis des mois, devra attendre début avril, pour la mise en place des Cartes APETIZ. **Une perte de subvention employeur pour les collègues totalement intolérable !**

La CFDT dénonce les coups de rabots sociaux et les pertes de pouvoir d'achat des salariés. Non Monsieur BOURRIGAUD, le dialogue social n'est pas bon à la BPGO, sinon comment expliquer les refus de signature d'accords ?

**FUSION
LA CFDT EN ACTION !**